



## Rencontre régionale de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, en partenariat avec le festival Strasbourg-Méditerranée

### Mémoires de l'immigration et création artistique

4 décembre 2009

*Nombre de créations artistiques récentes se sont emparées de la thématique des mémoires de l'immigration. L'investissement par les artistes de cette thématique ne date pas d'hier, cependant on reconnaîtra le formidable travail de lisibilité qu'elle a connu dans l'espace public ces dernières années. En Alsace, de nombreuses compagnies, artistes, plasticiens, photographes, ..., privilégient également l'objet mémoriel dans leurs projets artistiques : un recensement non exhaustif des différentes réalisations fait clairement apparaître les mémoires de l'immigration/de l'exil au centre de leurs préoccupations artistiques.*

*Est-ce là un enchevêtrement entre l'intime et le sociétal qui vient à se signifier ? Un effet de mode à la recherche des dernières subventions ? Les retrouvailles réitérées entre l'éducation populaire et le monde de la création ? Ou alors un mouvement, encore informel, en gestation dans la création contemporaine ? Que signifie l'émergence de la question de la mémoire dans le débat public, la recherche, le champ culturel et artistique ? Quels en sont les enjeux, les usages, les finalités ?*

#### 9h30-10h30 : Histoire et mémoire, création artistique: liens, enjeux

**Animation : Vincent Dubois**, professeur à l'IEP de Strasbourg, vice-président de l'Université de Strasbourg délégué à la culture.

Il s'agit d'aborder la question des rapports entre mémoire, histoire et création artistique. Dans cette table ronde, un regard historique sera privilégié, avec la mémoire en filigrane. L'objectif est d'avoir une mise en perspective historique avec un regard décalé de spécialistes en sciences sociales. Cette thématique évoque la question du rapport de l'histoire de l'immigration à la culture et plus largement de son rapport au politique et la question de l'expression culturelle et politique des populations socialement et culturellement dominées.

Dans ce cadre, on peut se poser cinq questions ou faire cinq propositions :

- il est réducteur et naïf d'opposer une expression artistique libre et spontanée à une culture qui serait entièrement récupérée, instrumentalisée pour d'autres motifs. Mais il y a malgré tout une forme de tension lorsque l'on oppose ces questions. Il faut alors réfléchir aux conditions et moments politiques d'une expression artistique relativement autonome des immigrés et sur les formes qu'elle revête, quand bien même il existe un traitement institutionnel et politique qui oriente à ses propres fins cette création artistique, parfois pour de très bonnes raisons, en n'en faisant par exemple qu'un support des politiques d'immigration.
- La culture, l'art constituent des vecteurs de valorisation, de reconnaissance. Cependant, en elle-même, la culturisation d'un groupe, d'un problème social ou d'un processus historique n'est pas seulement porteuse de valeurs positives (mise en scène de la différence...)
- Est-ce que la culture en matière d'immigration constitue un mode d'expression, de revendication, notamment d'expression des conflits (cf. le mouvement ouvrier) ou est-ce

qu'elle s'est constituée comme un mode de neutralisation, de dépolitisation, considérant comme réglées les questions sociales et politiques liées à l'immigration ?

- Est-ce que quand il s'agit d'immigration, la création, la culture sont condamnées au social ? Est-ce que cette expression est seulement un moyen tourné vers d'autres fins ? ou est-ce un mode d'expression en soi, doté de ses propres finalités, selon des logiques proprement culturelles ?
- Comment faire pour que les entreprises mémorielles soient en phase avec les enjeux du présent, tout en évitant le piège confortable de la muséification, ce que Smain Laacher appelle un procédé de « dépolitisation », mémoire comme oubli paradoxal de tout ce qui est conflictuel ?

**Yvan Gastaut**, historien, professeur à l'université de Nice, dresse un tableau historique de l'ensemble de ces questions.

*Première remarque liminaire sur les interactions entre histoire, mémoire et création :*

L'utilisation des témoignages oraux, des archives, le travail des historiens sont depuis quelques années un élément important de la manière dont on parle de l'immigration, à tous les niveaux, national, local. Cette utilisation dans la manière dont on crée sur le plan artistique se fait également sur différents supports et dans différentes dimensions. Deux ou trois exemples significatifs :

- le festival « origines contrôlées », reprise de chansons du groupe Mouss et Hakim
- les œuvres cinématographiques comme celles de Mehdi Charef, ou Thomas Gilou avec Michou d'Aubert
- de nouveaux concepts, « conférences jouées », à l'instar de Chocolat, conférence spectacle de Gérard Noiriël, dans laquelle l'historien est sur la scène.

Il est intéressant de réfléchir sur ces initiatives.

*En deuxième remarque liminaire, de plus en plus, il y a un rapprochement - impensable il y a quelques années - entre le monde de la recherche et le monde de l'art.*

Ce rapprochement est le fruit d'un intérêt commun sur le rapport au passé, la raison d'être de l'historien mais plus récent pour les artistes. Pour lui, c'est plutôt une évolution positive, des collaborations fructueuses dans l'ensemble. L'historien apporte un vernis de connaissances, une mise en contexte, une problématisation, qui semble être un supplément pour la qualité de l'œuvre, ce qui peut être discuté bien sûr. Il est important aussi pour l'historien, car les artistes mobilisent des ressources et sont créateurs de sources, qui peuvent devenir matière pour l'historien à tel point que l'œuvre, demain, peut devenir une ressource pour l'historien et le chercheur au sens large. Il y a des apports mutuels. Le point commun, c'est la mémoire. Que ne maîtrise ni le chercheur ni l'artiste, c'est un espace difficile à dompter, mais une manière de valoriser, de mettre en scène des parcours etc.. qui peut faire œuvre d'une certaine forme de militantisme, ou humanisme, avec l'émotion en toile de fond. Elle peut être l'apanage des groupes eux-mêmes ou des artistes qui accompagnent par la création une œuvre sociale, c'est un moyen de valoriser la mémoire de l'immigration, pour mettre en scène un passé souvent oublié. Le témoignage des travailleurs migrants n'est pas récent : œuvres militantes des années 70 et 80 pour donner la parole aux sans voix, parole accompagnée ensuite par l'institution, comme l'ICEI et l'Adri, puis la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, qui est une prise en compte institutionnelle de la dimension culturelle de l'immigration. Mais bien souvent la prise de parole qui se fait dans le domaine culturel et artistique est une prise de parole accompagnée, par des chercheurs ou par des institutions. Les témoignages de l'époque évoquent le présent, la dimension patrimoniale est quelque chose de nouveau par rapport aux années 70/80. Cela nous amène à réfléchir au statut des populations immigrées, avec cette idée que le temps passe, le rapport au passé est un rapport aux générations précédentes, avec l'idée de leur rendre hommage, avec beaucoup de projets sur la mémoire maghrébine, espagnole ou portugaise.

*Quelques mots sur la question mémoire et ses liens avec l'histoire.*

La mémoire peut être définie comme une occultation mais aussi une présence du passé dans le présent, la mémoire nous amène à mettre en relation les parcours passés dans notre présent. En cela,

la mémoire nous en dit plus sur aujourd'hui que sur hier. Cela la distingue de l'histoire où il est davantage question de la neutralité. L'histoire, c'est « il était une fois » alors que la mémoire, c'est « je me souviens ». Ce sont deux manières différentes de convoquer le passé.

Par ailleurs, une idée s'est développée: celle que l'on ne peut pas aborder la mémoire de l'immigration comme étant une et indivisible, contrairement à la mémoire de la 2<sup>nd</sup>e guerre mondiale qui est relativement unifiée. La création artistique est vue comme l'un des meilleurs moyens pour que les choses bougent.

**Olivier Neveux**, maître de conférence, Université de Strasbourg spécialiste du théâtre politique, a publié des ouvrages sur le théâtre militant.

Il est difficile de parler d'immigration dans le contexte actuel, sans être parasité par le débat sur l'identité nationale.

La régénérescence du théâtre et la question de la mémoire ne sont pas propres à l'immigration. Régine Robin, auteur de « la mémoire saturée », date le début de cette interaction à la chute du mur, et à la question également de la mémoire de la Shoah. En outre, le théâtre a fortement à voir avec la question de la mémoire depuis le théâtre grec en passant par Shakespeare. On observe un traitement nouveau de la mémoire mais ce n'est pas une nouveauté pure.

Dans un ouvrage récent, Gérard Noiriel a proposé une distinction entre le théâtre mémoire et le théâtre histoire (in *histoire, politique et théâtre*). Il y repère une dérive communautariste vers un théâtre qui aurait tendance à ghettoïser une partie de la scène sur les questions de l'immigration (cf. le spectacle « Vive la France » de Mohammed Rouahbi). Gérard Noiriel constate qu'il y a eu une évolution très forte de l'articulation entre théâtre et immigration ces quarante dernières années. A l'époque, il y a un grand auteur algérien, Kateb Yacine (« Mohamed prend ta valise ») qui passe dans un cadre très institutionnel, le festival d'automne. À partir de 1973, il y a une multitude de compagnies qui se créent, notamment «Alacifa», compagnie « franco-immigrée » qui se crée pour dénoncer l'oppression des personnes migrantes (cf. « ça travaille, ça travaille mais ça ferme sa gueule »). Des spectacles itinérants sont vus par des dizaines de milliers de personnes. Ce n'est pas un théâtre du « vivre ensemble » ou de la tolérance, mais un théâtre révolutionnaire, qui se donne pour but de diviser, de cliver, un théâtre politique au sens de Rancière (Pour lui, tout n'est pas politique, ce qui est politique c'est la Cité et parfois surgissent des groupes qui deviennent un fait politique). Le théâtre militant de l'immigration des années 70 fonctionne selon ce mécanisme. Pour Rancière, le politique a une fonction de désidentification, de désassignation ; alors qu'aujourd'hui on veut créer des phénomènes d'identification. Dans les années 80; on assiste à un reflux de ce type de théâtre avec l'émergence d'un théâtre beur encouragé par l'Etat et progressivement un effacement de la question politique. La question du conflit et du pouvoir ne se posent plus dans les mêmes termes. Elle se pose plutôt en terme de reconnaissance.

Mais il faut proposer une autre forme d'analyse que celle de Noiriel, qui oppose la forme et le contenu, et qui ne permet pas de travailler dans la dynamique. On peut y substituer une approche qui vient des matérialistes russes, et qui propose une grille de lecture selon les matériaux, le procédé et la fonction.

Ce type de théâtre se donne trois fonctions :

- une fonction commémorative (en appeler au respect de certaines vies, rendre hommage)
- une fonction pédagogique (notamment fonction demandée par les politiques culturelles étatiques, mais pas seulement)
- la fonction mobilisatrice (cela renoue avec le théâtre militant).

Ces fonctions s'articulent avec des matériaux différents de deux sortes :

- le témoignage : ce qui est extrêmement nouveau (notamment depuis 1995, après la sortie de la misère du monde de Bourdieu en 1993), et qui relève du fantasme de la parole authentique. Il s'agit de dire d'où nous venons.
- Le deuxième grand axe de matériaux est celui des documents, avec ou pas l'apport des scientifiques des historiens. L'utilisation de documents n'implique pas forcément que cela soit un théâtre documentaire.

Les procédés :

- la voie dramatique, celle des affects
- la recherche de clivage, de la division

### **10h45 – 12h30 : Mémoire et création artistique : pratiques et représentations**

*Animation : Mokhtar Benaouda, directeur de Scènes et Cinés Ouest Provence, Istres*

De nombreuses structures se sont emparées de la question de l'immigration depuis plusieurs années. Il serait intéressant de faire un travail de mémoire sur ces acteurs de la mémoire. En introduction, on peut aborder cette table ronde autour de la notion de diversité culturelle.

Une réflexion sur la diversité culturelle peut conduire à s'interroger sur l'état de l'interculturalité et de la multiculturalité dans les villes, sur les modes de reconnaissances des identités culturelles, des expressions culturelles des minorités, dans l'espace public et dans les politiques publiques. Minorité, communauté, immigrés : la rhétorique sur ces questions fluctue selon les traditions politiques en Europe. Plus précisément, il faut se demander comment cette diversité est appréhendée dans les politiques culturelles et pas seulement dans les politiques sociales ou d'éducation. En quoi ces expressions participent du patrimoine vivant de leur territoire ? Et quel enjeu y'a-t-il à valoriser les mémoires des populations issues de l'immigration ? La même question vaudrait pour les cultures autochtones minorisées. Quels sont les relais de cette diffusion ? Quels types de projets sont mis en œuvre ? Quels sont les effets symboliques et sociaux de ces manifestations ? Quelles évaluations faudrait-il mettre en œuvre pour mieux les comprendre ? En quoi certaines formes artistiques sont-elles créées ou nourries par la multiculturalité ? Ces questions ont été énoncées lors d'une réunion de Banlieue d'Europe en 2001 par Jean-Pierre Saez, de l'observatoire des politiques culturelles. Aujourd'hui, où en sommes-nous ? Sommes-nous bien inscrits dans une politique culturelle ou une politique sociale / d'éducation ?

*Jean-Marc Biry, photographe, Chambre à part*

Il témoigne de son travail sur un certain nombre de quartiers périphériques, dans un environnement parfois difficile. Il y a 20 ans, il n'y avait aucun problème à circuler avec un appareil photo, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Cela montre que la relation avec n'importe quel habitant doit être profonde, elle ne peut pas être à la sauvette. Le travail de commande sur les lieux n'est plus possible, mais finalement ce n'est pas un mal, il faut montrer davantage de disponibilité (exemple de Zachmann qui s'est immergé deux ans dans les quartiers nord de Marseille). Cependant, il y a une limite de la photo dans la relation au sujet, pertinence plutôt de la vidéo. Par contre en exposition, la photo est plus simple. Chambre à part a mené un travail sur l'identité alsacienne, sur 5 ans, les alsaciens étant tous ceux qui habitent l'Alsace. Mais ce travail a montré que l'on touchait à des subjectivités dans la création et la réception qui peuvent se révéler problématiques (« je ne reconnais pas là mes alsaciens »). La démultiplication des approches dans chaque territoire est très importante. Il faut que ces sujets-là soient traités au plus près dans la ville.

*Mustapha El Hamdani, association Calima*

Quelle est l'approche à privilégier dans les projets sur les chibanis, à l'instar de ceux montés par l'association Calima. On appelle Chibanis les travailleurs d'origine maghrébine venus dans les années 50, 60, 70. C'est un terme respectueux. La mémoire de ces travailleurs de la reconstruction est occultée par la société mais aussi dans leur propre famille. Ce qui ressort de leurs témoignages, c'est une facilité à parler de leur parcours en France, mais une difficulté à parler de leur pays d'origine. Il y a un blocage, une peur de parler et souvent un membre de la famille intervient pour dire « ne parle pas de ça, tu sais très bien comment est le pays ». Il y a donc une mémoire figée, une mémoire du pays des années 50/60. Cette culture a souvent été confinée au socioculturel, ce qui a enfermé les gens dans un traitement social. Ceux-ci demandent à leurs enfants de ne pas parler de politique, or les problèmes qui se posent sont éminemment politiques.

**Haydar Kaybaki**, président de l'ASTTU, association de solidarité avec les travailleurs tucs.

Les propositions artistiques de l'Asttu ne sont pas anodines, et font référence d'une manière ou d'une autre au pays d'origine. L'Asttu a été créée à l'origine pour aider les populations turcophones. La question de la mémoire ne se pose pas de la même manière pour les turcs que pour les algériens. Les algériens sont enfermés dans une victimisation, et les turcs sont plus dans la révolte, dans l'action. Souvent les actions sont coincées entre les politiques du pays d'accueil et du pays d'origine (par exemple sur la question du génocide arménien). Des projets culturels ont émergé car les personnes immigrées avaient l'impression d'être incomprises, coincées entre victimisation et rejet, alors qu'elles voulaient être juste actrices. Ces projets doivent changer l'inconscient collectif des français, la saison turque en ce sens peut être utile, mais c'est avant tout le rôle des artistes et de l'art.

**Jacqueline Martin**, Théâtre du Potimarron

Est-ce que le théâtre forum permet la communication de cet inconscient collectif, du moins de celui des quartiers et de ses habitants ? Quel est le processus artistique ? Le théâtre du potimarron a été créé en 1983 dans un quartier, la question était déjà de savoir comment on travaille dans une société interculturelle, avec tout de suite une dimension éducative (écoles du quartier, associations...). Les groupes de travail sont un microcosme social. On essaie d'être dans un échange où tout le monde trouve sa place. Puis il y a eu la question de la montée du front national et comment s'est installé, dans une société démocratique, un processus de bouc émissaire. Le théâtre du potimarron s'est auto-formé avec le théâtre de l'opprimé à Paris. Les scènes sont montées à partir de scènes de la vie quotidienne : un récit singulier est travaillé avec les méthodes théâtrales, puis un travail est mené sur les impressions et une dramaturgie est mise en place. La mémoire est souvent mobilisée et sert à interroger les raisons de son existence.

**Jean Marie Fawer**, vidéaste

J.M Fawer a été un pionnier dans la formalisation artistique autour de la question des mémoires, notamment autour de la question des tirailleurs.

Il a travaillé d'abord sur sa propre mémoire, ayant connu l'immigration très jeune et a observé le décalage entre la réalité et les représentations. Il a également travaillé sur la mémoire de son grand père. L'unification de la France a coûté de nombreuses vies, il existe une nécessité de transmettre cet héritage et de faire ouvrir les yeux sur ces nouveaux opprimés. À partir de ce terreau, il faut montrer une certaine réalité, celle des tirailleurs par exemple, qui se baladaient toujours en bande par peur de se faire agresser s'ils étaient seuls. Cette mémoire a également été occultée par les médias : un film a d'ailleurs été réalisé, pour France 3, sur les tirailleurs en Alsace pour les 60 ans de la libération de Strasbourg parce que cette question avait été éludée. Mais rien n'a été fait pour les 65 ans de cette libération, ce qui est un problème.

**Yan Gilg**, directeur artistique Cie Mémoires vives

La discrimination est un préalable à tout ce qui est fait par la compagnie Mémoires vives. Issus des mouvements de lutte contre les discriminations dans le cadre associatif, institutionnel, informel, les fondateurs de la compagnie se considèrent comme des citoyens avant d'être des artistes. La plupart sont d'origine « hip hop », culture de la diversité et du métissage mais qui porte des stigmates, car elle est considérée comme une sous-culture, une culture américaine. Ils ont essayé de comprendre d'où venait cette discrimination culturelle et de se poser une question citoyenne : pourquoi le débat sur l'immigration refait-il surface à chaque élection ? Pourquoi cette assimilation entre immigration et danger ? Aucune possibilité de compréhension n'est donnée à l'histoire des immigrations, extrêmement complexe car l'immigration algérienne et l'immigration italienne ne peuvent pas être comparées, elles n'ont pas les mêmes enjeux. D'où l'importance du travail sur la colonisation, et le projet de triptyque sur l'histoire coloniale, création de Mémoires vives. La forme du spectacle est une entrée en matière.

**Lior Blindermann**, membre de L'Assoce Pikante,

L'Assoce pikante est une structure strasbourgeoise qui comprend 15 musiciens qui travaillent sur les répertoires méditerranéens, dans leur tradition mais aussi dans leur capacité à rencontrer d'autres territoires. Parmi les 15 musiciens, seulement deux sont d'origine étrangère. Le point de vue est donc plutôt celui de musiciens d'ici qui jouent des musiques de là-bas. Ces musiques sont migrantes, il faut souvent aller à leur recherche, elles ne sont pas forcément portées par quelqu'un qui migre. Le désir de rencontre doit précéder la volonté de vivre ensemble.

**Laurent Cécile**, directeur du CSC de Cronembourg

Un projet « mémoire et citoyenneté » a été développé à Cronembourg, il s'inscrivait dans une démarche d'éducation populaire. L'enjeu était de créer des lieux de débats au sein de la Cité, sur la question des parcours de vie, de la mémoire. Une pièce de théâtre a également été créée en quatre langues intitulée « dialogues d'Alsace et d'Algérie ». Il s'agissait de mettre en valeur les héritages linguistiques. Ces projets ont marqué de nombreux jeunes, mais de tels projets doivent être menés sur du long terme et les artistes doivent avoir une existence sociale, un ancrage dans le quartier.

### **14h00-14h15 : Introduction**

par Salah Oudahar, directeur artistique de Strasbourg – Méditerranée

Synthèse des principaux enjeux soulevés dans la matinée / Quelles attentes, quelles questions vis-à-vis des acteurs institutionnels?

La première table ronde s'est penchée sur la problématique des liens, histoire, mémoire et création artistique et sur la question de l'émergence du fait mémoriel. La deuxième table ronde illustre la richesse des expériences strasbourgeoises dans leur diversité.

Ces tables rondes témoignent :

- d'une capitalisation forte de la réflexion sur ces questions
- de l'évolution positive de la question de l'immigration dans les consciences et les pratiques.

Il y a maintenant une nécessité de pérenniser toutes ces expériences, dans un contexte complexe et mouvant.

Deux points forts sont à retenir:

- les liens indissociables entre histoire, mémoire et création artistique, et le déplacement de la question politique et sociale à la culture. Serait-ce une esthétisation de la question ? Comment renouer le lien entre des enjeux politiques et la question culturelle ?
- il s'agit également de réfléchir à la possibilité de considérer les artistes de l'immigration comme des artistes tout court

### **14h15-15h30: Mémoire et politiques publiques : état des lieux et perspectives**

**Animation : Murielle Maffessoli**, directrice de l'ORIV

- Mémoires de l'immigration et politiques publiques : état des lieux et perspectives
- Quelles actions culturelles pertinentes à mettre en place ?
- Quelle prise en compte par les politiques publiques et les institutions culturelles ?

Il y a quelques années, on faisait le constat qu'il était difficile de faire émerger la question des mémoires de l'immigration. Durant cette même période, on a demandé aux artistes d'avoir une fonction sociale. Y-a-t-il une nécessité de faire évoluer ces questions ?

**Denis Louche**, directeur régional des affaires culturelles, DRAC

Le lancement de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration nous lance un défi : comment décliner sa mission au niveau local ? Dans les budgets des DRAC, il n'y a pas de ligne budgétaire "mémoire de

l'immigration" ce qui n'empêche pas le soutien à un grand nombre d'actions sur ces questions. Mais il faut se poser la question des fondamentaux qui permettent de construire une politique de mémoire, avant même de parler de mémoire de l'immigration. Le risque est souvent celui d'une idéalisation, voire d'une momification de ces questions. Cela convoque aussi certaines questions : l'immigration, ça commence quand ? Quelles en sont les limites en termes de chronologie ? Quelles sont les limites de cette mémoire ? Est-ce la mémoire du lieu d'origine, des cultures d'origine ? Est-ce la mémoire du passage du pays d'origine à la France ? Les notions sont complexes. La mémoire se construit et transforme les lieux, les langues. Il faut être prudent pour ne pas manipuler cette mémoire et la transformer. Il y a de multiples manières pour rendre visible ces mémoires : les témoignages, l'intervention des artistes qui contribuent à créer de nouvelles cultures. Quels sont les dispositifs qui peuvent être mis en œuvre au niveau des politiques publiques : les dynamiques autour de la cohésion sociale, le plan espoir banlieue ? Certes, mais la politique de la ville ne peut pas être la seule approche, le seul point de vue. Il existe également les saisons culturelles qui sont des dispositifs intéressants dans cette perspective.

**Emmanuel Bertin**, responsable du Pôle intégration et lutte contre les discriminations à l'Acisé

Il y a une tension entre les politiques spécifiques et les politiques de droit commun. La politique de l'intégration a émergé dans les politiques spécifiques : politiques de l'intégration puis de la lutte contre les discriminations. Il y avait une demande sociale importante, une urgence patrimoniale et paradoxalement, à part quelques grandes figures associatives, quelques grandes têtes de réseau nationales, la mobilisation de la société civile était encore très tournée vers la revendication politique, syndicale et ne posait pas les enjeux en termes de récit de l'histoire, préservation des mémoires et du patrimoine.

D'où, la création du FAS puis du FASILD qui a eu pour objectif de mettre au centre des politiques, les populations immigrées et de mettre en mouvement les territoires. Au premier registre de cette volonté d'inscription des mémoires de l'immigration dans le patrimoine, les différents établissements publics ont souhaité faire procéder à un récit historique, en réalisant les études sur l'histoire de l'immigration en région. Le but du FASILD était de sortir d'une vision misérabiliste de l'immigration, en soutenant notamment des publications de qualité (cf. le guide des sources des étrangers en France avec Génériques) et des artistes. Le but était également de donner une visibilité dans l'espace public, avec un lien fort avec les territoires, en favorisant le financement d'événements culturels, la mise en réseau.... Des festivals ont émergé (Strasbourg Méditerranée, Traces,...) Enfin, il s'agissait d'aider et d'appuyer la création artistique, grâce à un travail avec le milieu associatif. Cela a permis de faire émerger des initiatives qui, toutes mises ensemble, avaient du sens pour l'ensemble de la société.

**Hossein Mokry**, ancien cadre de l'Acisé, directeur-adjoint à la Représentation de l'OFII en Roumanie

Première remarque sur l'importance qu'il y ait des institutions et des politiques publiques qui défendent la chose publique. L'inscription de la question de la mémoire de l'immigration dans les politiques publiques, dans les institutions relève de la gestion de la Cité qui touche à l'intérêt et au bien commun. L'immigration étant un processus, le travail fait sur la mémoire est obligatoirement imprégné de ce processus. Dans ce cadre, il y a une grande diversité d'actions qui, chacune, ont leur importance. La politique publique, c'est structurer et initier là où l'initiative n'existe pas. En dehors de la mobilisation des associations, il y a eu également une mobilisation des institutions qui a permis de revoir les conditions de l'émergence de cette création artistique. Il est important de trouver des convergences d'intérêt entre institutions et actions culturelles centrées sur les mémoires de l'immigration. Il y a des possibilités de convergences à favoriser. L'histoire de Strasbourg méditerranée est un témoin majeur de la possibilité de faire converger des stratégies différentes. Strasbourg méditerranée a connu des temps difficiles mais a survécu et fête son 10<sup>ème</sup> anniversaire.

**Murielle Maffessoli**, directrice de l'ORIV

Les collectivités jouent un rôle clef. Comment la ville de Strasbourg s'est saisie de cette question, notamment par rapport à la problématique du droit commun et du spécifique ?

**Mathieu Cahn**, Adjoint au Maire de Strasbourg, chargé de la vie associative

Pourquoi avons-nous ce débat ? Ce débat n'est pas récent mais les choses avancent lentement. La responsabilité des politiques est de sortir du lyrisme dialectal sur cette question. Il ne sert à rien de réaffirmer un certain nombre de volonté. Il faut poser des questions, comprendre un certain nombre de difficultés.

Autre remarque : le thème de la mémoire revient en force dans le débat. Un certain nombre d'associations célèbre leurs anniversaires et s'interroge sur le sens de leur action, sur leur devenir. Comment réadapter leurs objectifs au contexte actuel ?

La question de la mémoire se pose également à travers la mise en œuvre d'un dispositif spécifique qui est la rénovation des quartiers. La question de la mémoire est également instrumentalisée par un certain nombre de politiques, notamment dans le cadre du débat sur l'identité nationale.

Le sujet de la mémoire, du passé n'est pas uniquement un sujet pour les historiens. C'est un sujet pour les politiques, les associations car c'est du présent dont on parle finalement. Il faut comprendre les phénomènes, les processus qui ont conduit à ce présent. Cela participe de la construction d'un récit collectif dans lequel tout le monde peut se retrouver. Qu'est-ce que les mémoires des uns et des autres ont apporté comme une partie constitutive d'un tout ?

Qui porte cette question ? Des associations souvent. Elles ne sont pas simplement là pour pallier aux déficiences de l'action publique mais sont des lieux d'interpellations citoyennes, de questionnements. L'existence, la survie de certaines actions passent par une volonté politique. La société française est plutôt en avance. Les politiques ont la responsabilité de ce qu'ils valorisent ou pas. Pourquoi des compagnies, comme Mémoires vives, dont le travail est connu et reconnu, continuent à émerger dans des dispositifs spécifiques ? Il faut sortir du schéma qui sépare le culturel et le socio-culturel. Que souhaitons-nous faire des dispositifs spécifiques, tels que ceux de la politique de la ville ? Nous avons besoin de dispositifs spécifiques mais de dispositifs spécifiques qui meurent.

**Daniel Payot**, Adjoint au Maire, chargé de l'action culturelle

Les questions abordées dans le cadre de la table ronde sont communes aux deux élus et doivent être traitées ensemble. Ces questions ont pendant longtemps été abordées de manière séparée. Le sens ne pourra être trouver que si ces questions sont posées de façon transversale en tenant compte de tous les facteurs (sociaux, linguistiques, éthiques...). Il faut un effort pour travailler ensemble et construire des actions lisibles et homogènes. Toutes sortes d'ambivalence sont retrouvées. Quant on parle de mémoires, d'héritages, cela fait tout de suite référence au patrimoine, à la commémoration. Comment rapprocher cette question de la création ? Exemple du film de Jean-Marie Fawer "l'héritage sans testament" dont le titre fait référence à une citation de René Char "notre héritage n'est précédé d'aucun testament". Les héritages sont là. Les directives manquent mais cela est peut-être une chance. La difficulté créative dans laquelle se trouve les politiques locaux est de trouver une articulation entre deux dimensions : fixer des orientations précises et être attentif aux initiatives des associations et des institutions, pallier des absences et favoriser des convergences.

**Patricia Sitruk**, directrice générale de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration

Patricia Sitruk rappelle que c'est la 2<sup>nde</sup> fois que la Cité participe au festival Strasbourg méditerranée.

La Cité se retrouve beaucoup dans les propos tenus dans les précédentes interventions.

Patricia Sitruk revient sur les positionnements institutionnels qui ont été évoqués et notamment sur le rôle du Fasild, puis de l'Acse et de la CNHI. Elle rappelle que la Cité n'a pas et n'a jamais eu vocation à se substituer aux institutions publiques chargées d'attribuer des financements aux porteurs de projets dans le domaine de l'histoire et de la mémoire de l'immigration. Le schéma fondateur de la Cité reste identique depuis sa création et n'a pas vocation à évoluer malgré les réorientations du schéma général d'institutions telles que l'Acse. L'Acse s'est réorientée strictement sur la politique de la ville.



Sur la question du spécifique et du droit commun, il y a une certaine ambiguïté. Se pose une question de fond : stigmatise-t-on quand on accompagne dans le cadre de dispositifs spécifiques ou permet-on la prise en compte de problématiques, de situations qui se posent de manière spécifique et qui doivent être traitées différemment avant leur réintégration dans le droit commun ?

Se pose également la question des financements et du redéploiement des subventions. La Cité n'a été ni financièrement dotée, ni missionnée pour prendre ces relais. Ses crédits et moyens ne le permettraient pas car ils ont été dimensionnés de manière à faire fonctionner le principe de subsidiarité. La Cité a un budget modeste et est un lieu d'accueil, de valorisation, d'ouverture.

La Cité contribue à faire histoire commune en transmettant et diffusant à un public le plus large possible l'histoire et les cultures de l'immigration.

Il s'agit de la 5<sup>ème</sup> rencontre régionale organisée par la Cité depuis son ouverture. Ses réunions permettent à la Cité de venir en région rencontrer les acteurs de terrain, et poursuivre le dialogue entamé pendant la mission de préfiguration de la Cité. Elles permettent de lancer des programmes et de mettre l'accent sur certaines problématiques (programme d'archives orales en Aquitaine, programme sur les lieux de mémoire en Paca, les problématiques interrégionales en Normandie). Au travers de la nature des problématiques posées, on observe une avancée dans le domaine de l'histoire de l'immigration. Le fait que la problématique de la création artistique se pose aujourd'hui le démontre. La Cité a pour mission de donner place aux mémoires, à l'histoire et à la création artistique.

Comment la Cité le fait-elle ? Et avec qui ?

Deux remarques :

- un focus autour de l'histoire culturelle est favorisé pour rejoindre la mission fondamentale de la Cité qui est de changer les regards et représentations sur l'immigration aujourd'hui. L'histoire culturelle permet de montrer les apports politiques, culturels, artistiques des immigrés en France.
- la Cité cherche à mettre la création artistique en résonance, dialogue, interrogation, tension avec l'histoire et les mémoires de l'immigration et à la mettre en cohérence avec son projet. La Cité a par exemple développé des programmations autour de l'interculturalité, des cultures urbaines.

Quelques exemples :

- un des 1ers actes de la Cité a été une lecture théâtrale d'Aimé Césaire
- avant même l'ouverture, la Cité a commandé la Zon-Mai, installation monumentale et multimédia de Sidi Larbi Cherkaoui et Gilles Delmas
- les interactions entre recherche et création artistique sont également très fécondes par la mise en exposition de l'histoire, le dialogue entre discours historique et tous les supports sensibles portés par l'œuvre d'art, la diffusion d'expériences novatrices mixant histoire et création théâtrale. Par exemple, le spectacle Chocolat de Gérard Noiriel a été présenté pour la 1<sup>ère</sup> fois à la Cité. Sur la proposition de Gérard Noiriel, la Cité coproduit également une création artistique avec la MC 93 sur le massacre des italiens d'Aigues-Mortes.